

RÉSOLUTION DE L'AG DU SNUDI FO 43

Jeudi 7 mai 2026

La résolution du SNUDI FO 43 s'inscrit dans les résolutions des congrès nationaux de la FNEC FP FO et du SNUDI FO de décembre 2025, ainsi que dans l'appel de la FNEC FP FO de la Haute-Loire adopté ce jeudi 7 mai 2026 en particulier sur la question de la guerre, des budgets de guerres et ses conséquences sur l'ensemble des personnels.

L'AG constate que les attaques contre l'école publique et ses personnels se multiplient à travers la France. Elle considère que face à ce gouvernement qui reste sourd aux revendications il est plus que nécessaire de construire le rapport de force pour obtenir satisfaction sur celles-ci.

CARTE SCOLAIRE

L'AG se félicite de la formidable mobilisation qui a traversé notre département ainsi que l'ensemble du pays pour refuser les fermetures massives de postes et de classes qui vont encore une fois conduire à la destruction des conditions d'enseignement. Elle se félicite que le comité départemental et les comités locaux aient permis de préparer une mobilisation d'ampleur de la part des personnels, des parents, des citoyens et des élus avec les organisations syndicales pour s'opposer aux fermetures de classes partout en France.

L'AG dénonce les 12 classes fermées pour la rentrée prochaine. Elle dénonce avec vigueur la fermeture d'une nouvelle école publique dans une commune de notre département. Cette fermeture laissera une commune supplémentaire de la Haute-Loire avec comme seule école du village une école privée. Pour l'AG cette situation est inacceptable!

Plus que jamais elle réaffirme :

- « **Fonds publics à l'école publique, fonds privés à l'école privée!** »

- **annulation de toutes les fermetures et création des postes nécessaires (classes, RASED, spécialisé, TR...) et sous statut.**

L'AG estime qu'il faut continuer d'organiser la résistance partout contre les budgets d'austérité et indique qu'elle continuera de participer aux réunions du comité national et en particulier d'ici cette fin d'année scolaire. L'AG indique qu'elle répondra aux initiatives proposées par le comité national de liaison pour continuer d'exiger l'annulation de toutes les fermetures. Elle mandate le SNUDI-FO pour proposer au comité départemental de défense des écoles publiques d'appeler à participer à la réunion publique contre les conséquences des budgets de guerre sur l'Ecole.

MOUVEMENT PE

L'AG constate que le mouvement des personnels est toujours verrouillé même si le SNUDI-FO a réussi à maintenir l'AGS comme élément principal du barème l'année dernière.

L'AG appelle à un **retour à l'ancien barème**

L'AG s'oppose

- **aux fermetures massives de postes**
- **à l'augmentation et à l'arbitraire des postes à profil et à la multiplication des bonifications diverses pour le barème.**

MODIFICATION DE LA GESTION DES REMPLACEMENTS

L'AG du SNUDI FO dénonce la mise en place d'un nouveau logiciel de gestion des Titulaires remplaçants et des conséquences qui en découlent.

Pour les TRS ce logiciel signera la fin pure et simple des I

SSR, pour les Tr, la fin des ISSR pour les missions dites de « renforts » (évaluations écoles, passation évaluations nationales, ...) qui entrainera une baisse drastique des frais de déplacement.

Cet outil impactera les conditions de travail des secrétaires de circonscription et des directeurs d'école.

A l'heure où les prix des carburants explosent, l'AG revendique :

- **le maintien intégral de l'ISSR pour les Tr et TRS**
- **la restauration d'une véritable brigade de TRFC.**
- **l'augmentation des salaires**
- **l'abandon de DT-CHORUS**

L'AG appelle le personnel à participer aux initiatives qui seraient prises pour le blocage des prix du carburant.

EVALUATION D'ÉCOLE

L'AG constate que les évaluations d'écoles poursuivent le travail de détricotage du statut et de destruction de l'école publique. Elles ouvrent la porte à une ingérence toujours plus importante des parents d'élèves et des collectivités territoriales.

L'AG dénonce les pressions exercées sur les personnels, et en particulier sur les directeurs, qui ont refusé de mettre en place les évaluations d'école cette année. Elle exige qu'aucune pression ne soit mise sur les équipes et les personnels qui refuseraient d'entrer dans ce dispositif.

L'AG se félicite que la résistance ait permis de vider ces évaluations de leur contenu.

Elle continue d'appeler les écoles à refuser, avec le syndicat, à entrer dans ce dispositif.

L'AG demande le retrait total de ces évaluations

EVALUATION DES DIRECTEURS

L'AG s'oppose fermement à la mise en place des évaluations des directeurs

L'AG considère que cette épée de Damoclès vient s'ajouter à l'«autorité fonctionnelle» induite par cette loi, aux entretiens PPCR, aux «entretiens annuels» de certaines circonscriptions, aux évaluations d'écoles,

Pour l'AG, il est urgent que tout cela cesse : abrogation de la loi Rilhac, stop aux pressions administratives et à la surcharge de travail des directeurs !

INCLUSION SCOLAIRE

L'AG dénonce la politique d'inclusion systématique et forcée qui ferme des postes en structures spécialisées, qui diminue l'accompagnement dû aux enfants notifiés, qui organise la dégradation des conditions de travail des personnels (AESH, PE...).

Elle exige l'arrêt de cette politique d'inclusion scolaire systématique, ainsi que l'abandon de l'acte II de l'école inclusive. La mise en place des PAS va accélérer la destruction de l'école publique et ne vise qu'à baisser l'accompagnement des élèves par les AESH. D'après le Ministre de l'Éducation Nationale, les expérimentations de mise en place des PAS ont conduit à une diminution de 20% des notifications de droit. Voilà le véritable objectif des PAS! Cette année, ce sont 2000 postes devant élèves qui ont été supprimés pour financer la mise en place des PAS. Pour la rentrée 2027 ce seront 2000 postes de plus si nous les laissons faire! C'est pourquoi l'AG réclame l'arrêt de la mise en place des PAS.

Elle revendique les moyens nécessaires pour la défense de l'enseignement spécialisé et adapté.

L'AG dénonce les économies réalisées sur le dos des personnels, en particulier des AESH. L'AG se félicite

de la mobilisation des personnels devant le Rectorat le mercredi 29 avril pour exiger la mise en place des jours de fractionnement dans l'Académie et l'octroi systématique des autorisations d'absence pour rendez-vous médicaux avec traitement. Une réponse sera donnée dans les prochains jours. Si celle-ci n'est pas satisfaisante, l'AG appelle les personnels à décider et à organiser la suite de la mobilisation !

L'AG invite les personnels à discuter dès maintenant des initiatives à prendre pour obtenir satisfaction sur l'ensemble des revendications des AESH et l'inclusion scolaire.

INCLUSION SCOLAIRE et AESH

L'AG rappelle qu'elle est pour une inclusion de qualité, lorsque celle-ci est possible, ce qui implique des moyens, des places en structure spécialisée et adaptée, des notifications individuelles et le respect de ces notifications.

L'AG précise que l'inclusion scolaire a ses limites dans la mesure où la scolarisation en milieu «ordinaire» ne répond pas aux besoins de certains élèves dont l'enseignement spécialisé ou adapté reste la meilleure solution.

La politique d'inclusion scolaire systématique crée des situations d'urgence et ingérables dans les écoles.

L'AG dénonce la politique d'inclusion systématique et forcée qui ferme des postes en structures spécialisées, qui diminue l'accompagnement dû aux enfants notifiés, qui organise la dégradation des conditions de travail des personnels (AESH, PE...).

Elle exige l'arrêt de cette politique d'inclusion scolaire systématique, ainsi que l'abandon de l'acte II de l'école inclusive. La mise en place des PAS va accélérer la destruction de l'école publique et ne vise qu'à baisser l'accompagnement des élèves par les AESH. D'après le Ministre de l'Éducation Nationale, les expérimentations de mise en place des PAS ont conduit à une diminution de 20% des notifications de droit. Voilà le véritable objectif des PAS! Cette année, ce sont 2000 postes devant élèves qui ont été supprimés pour financer la mise en place des PAS. Pour la rentrée 2027 ce seront 2000 postes de plus si nous les laissons faire! C'est pourquoi l'AG réclame l'arrêt de la mise en place des PAS.

Elle revendique les moyens nécessaires pour la défense de l'enseignement spécialisé et adapté.

L'AG invite tous les professionnels qui rencontrent une situation dangereuse, quelle qu'elle soit, à remplir systématiquement le registre SST et à se rapprocher du SNUDI FO.

L'AG dénonce les économies réalisées sur le dos des personnels, en particulier des AESH. L'AG se félicite de la mobilisation des personnels devant le Rectorat le mercredi 29 avril pour exiger la mise en place des jours de fractionnement dans l'Académie et l'octroi

systematique des autorisations d'absence pour rendez-vous médicaux avec traitement. Une réponse sera donnée dans les prochains jours. Si celle-ci n'est pas satisfaisante, l'AG appelle les personnels à décider et à organiser la suite de la mobilisation !

L'AG décide de mandater le bureau du SNUDI FO pour organiser une reunion publique concernant les consequences de l'inclusion scolaire systematique sur les ecoles, les structures specialisees et adaptees, les conditions de travail des personnels et d'accueil de tous les eleves.

L'AG invite les personnels a discuter des maintenant des initiatives a prendre pour obtenir satisfaction sur l'ensemble des revendications des AESH et l'inclusion scolaire inscrites dans les resolutions de congres de la FNEC FP -FO et du SNUDI FO (un temps plein pour 24h, un statut, un vrai salaire, ...)

DEVELOPPEMENT

L'AG appelle a consolider la structure de terrain du SNUDI-FO en trouvant de nouveaux correspondants d'ecole et de secteurs veritables relais du syndicat.

L'AG rappelle que l'annee 2026 sera une annee d'elections professionnelles. Elle appelle a organiser des maintenant le vote FO dans toutes les ecoles et dans tous les secteurs.

En route vers les 400 adhérents !



Jeudi 7 mai 2026

INCLUSION SCOLAIRE et AESH

L'AG rappelle qu'elle est pour une inclusion de qualité, lorsque celle-ci est possible, ce qui implique des moyens, des places en structure spécialisée et adaptée, des notifications individuelles et le respect de ces notifications.

L'AG précise que l'inclusion scolaire a ses limites dans la mesure où la scolarisation en milieu « ordinaire » ne répond pas aux besoins de certains élèves dont l'enseignement spécialisé ou adapté reste la meilleure solution.

La politique d'inclusion scolaire systématique crée des situations d'urgence et ingérables dans les écoles.

L'AG dénonce la politique d'inclusion systématique et forcée qui ferme des postes en structures spécialisées, qui diminue l'accompagnement dû aux enfants notifiés, qui organise la dégradation des conditions de travail des personnels (AESH, PE...).

Elle exige l'arrêt de cette politique d'inclusion scolaire systématique, ainsi que l'abandon de l'acte II de l'école inclusive. La mise en place des PAS va accélérer la destruction de l'école publique et ne vise qu'à baisser l'accompagnement des élèves par les AESH. D'après le Ministre de l'Education Nationale, les expérimentations de mise en place des PAS ont conduit à une diminution de 20% des notifications de droit. Voilà le véritable objectif des PAS! Cette année, ce sont 2000 postes devant élèves qui ont été supprimés pour financer la mise en place des PAS. Pour la rentrée 2027 ce seront 2000 postes de plus si nous les laissons faire! C'est pourquoi l'AG réclame l'arrêt de la mise en place des PAS.

Elle revendique les moyens nécessaires pour la défense de l'enseignement spécialisé et adapté.

L'AG invite tous les professionnels qui rencontrent une situation dangereuse, quelle qu'elle soit, à remplir systématiquement le registre SST et à se rapprocher du SNUDI FO.

L'AG dénonce les économies réalisées sur le dos des personnels, en particulier des AESH. L'AG se félicite de la mobilisation des personnels devant le Rectorat le mercredi 29 avril pour exiger la mise en place des jours de fractionnement dans l'Académie et l'octroi systématique des autorisations d'absence pour rendez-vous médicaux avec traitement. Une réponse sera donnée dans les prochains jours. Si celle-ci n'est pas satisfaisante, l'AG appelle les personnels à décider et à organiser la suite de la mobilisation !

L'AG décide de mandater le bureau du SNUDI FO pour organiser une réunion publique concernant les conséquences de l'inclusion scolaire systématique sur les écoles, les structures spécialisées et adaptées, les conditions de travail des personnels et d'accueil de tous les élèves.

L'AG invite les personnels à discuter dès maintenant des initiatives à prendre pour obtenir satisfaction sur l'ensemble des revendications des AESH et l'inclusion scolaire inscrites dans les résolutions de congrès de la FNEC FP -FO et du SNUDI FO (un temps plein pour 24h, un statut, un vrai salaire, ...)